

, 167, 787 '8 % 7(51(62 &, \$/ (7 '(5(&+(5&

0 H V X U H V G - D S S O L s F D W
articles 125 et 126 du Décret du
4 novembre 1983 :
Procédure administrative
G - D G R S W L R Q

μ OE μ μ] OE v SE μ OE '

E } À u OE î î î

Table des matières

\$ Y L V G H O ¶ , Q - Ê t w S w i a l w d e C r e c h e r c h e s 2

Préambule..... 3

Titre I. Définitions..... 5

7 L W U H , , ' H O ¶ D X W R U L V D W L R Q . . G . H . . I R . Q . F . W . L R . Q . Q . H . U . . ¶ W G H O ¶

Section I ' H O ¶ D X W R U L V D W . L R . Q . . G . H . . I R . Q . F . W . L R . Q . Q . H . U 7

Section III / H V R U J D Q L V P H V D . J . U . p . p . V . . j . . O . ¶ . D . G . R . S . W . L R . Q 10

Titre III / D S U R F p o p t i o n . H . . G . ¶ . D . G 12

Section I / D S U R F p G X U . H . . G . ¶ . D . G . R . S . W . L R . Q 12

Section III: Le suivi postadoption..... 17

Dispositions finales..... 19

6 & + e 0 \$ 3 5 2 & (6 6 8 6 ' ¶ \$ ' 2 3 7 , 2 1 . . (1 . . + \$. 1 7 20

Avis de l'Institut du Bien-Être Social et de recherches



RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

INSTITUT DU BIEN-ÊTRE SOCIAL
ET DE RECHERCHES
(IBESR)

IBESR/DG/04/12/# 269

Port-au-Prince, le 27 Avril 2012

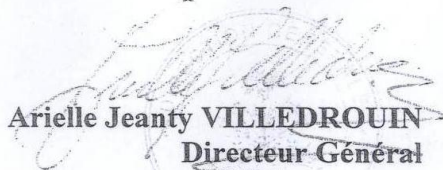
No.

AVIS

La Direction Générale de l'Institut du Bien-Etre Social et de Recherches (**IBESR**) informe les Responsables de Crèches, les Cabinets d'Avocats, les Ambassades en particulier et le public en général que dans l'objectif de renforcer le système de protection de l'enfance, elle procédera à une révision de la procédure administrative relative à l'adoption, conformément à la Convention sur les Droits de l'Enfant (CDE) et au Décret du 4 novembre 1983.

A cet effet, aucun dossier de demande d'autorisation d'adoption ne sera reçu par les Services compétents de l'Institution du 7 mai au 31 juillet 2012.

La Direction Générale de l'Institut du Bien-Etre Social et de Recherches (**IBESR**) invite tous ceux que la présente concerne à s'informer des nouvelles procédures administratives auprès de la Direction du Service Social à partir du 16 juillet 2012.


Arielle Jeanty VILLEDROUIN
Directeur Général

IBESR

Préambule

L'Institut National de l'Enfance et de la Famille (INEF) et le Service Social et de Recherches (IBESR) définit une nouvelle procédure destinée à mieux réguler la phase administrative du processus de placement des enfants et des adolescents en situation de vulnérabilité, en respectant les principes de subsidiarité et de protection de l'enfance, conformément à l'article 125 et 126 du Décret du 4 novembre 1988, ainsi libellé :

Article 125 : Le Service des Œuvres Sociales a pour rôle de :

- *Contrôler et superviser les établissements concourant à la protection, à la garde et au placement des enfants du premier âge (0 à 3 ans) et du second âge (3 à 6 ans), les maisons maternelles, les crèches, les pouponnières, les orphelinats, les centres de placement surveillés et autres;*
- *Étudier les demandes d'autorisation de fonctionnement des œuvres privées, en tenant compte des titres et garanties requis pour diriger une maison d'enfants ; des titres et garanties à exiger du personnel appelé à y remplir des fonctions d'éducation et de toute personne qui exerce une fonction ou réside dans un de ces établissements ; des conditions d'installation et de fonctionnement de ces établissements, eu égard notamment aux catégories d'enfants qu'ils sont appelés à recevoir;*
- *Recevoir régulièrement et aux fins utiles un rapport détaillé sur les activités des œuvres sociales privées autorisées à fonctionner;*
- *.....*

Article 126 : Le Service de l'Adoption est chargé d'examiner toutes requêtes présentées en vue de l'adoption, constituer les dossiers de chaque cas en considération avec le Service Social de l'Institution intéressée, recommander l'adoption et remplir les formalités nécessaires à l'adoption selon les normes et la procédure administrative arrêtée par l'IBESR.

Il est chargé d'entreprendre les démarches nécessaires et de remplir les formalités requises auprès des autorités compétentes pour l'établissement des actes de naissance des pupilles de l'assistance publique et des mineurs abandonnés qui en sont dépourvus.

Il est chargé de préparer la recommandation en vue de la rédaction des actes de naissance des pupilles de l'assistance publique et des mineurs abandonnés qui en sont dépourvus.

Obligation est faite à tous les Directeurs de Centres de Transit et d'Accueil de soumettre à la Direction de l'IBESR toutes les requêtes et en général tous les dossiers d'adoption avant leur enrôlement aux tribunaux compétents.

Cette procédure trouve son fondement dans la législation suivante

- & R Q V W L W X W L R Q G H O D 5 p S X E O L T X H G ¶ + D w W L G H D P H
- Convention sur les Droits de l'Enfant du 20 novembre 1989
- & R Q Y H Q W L R Q V X U O D S U R W H F W L R Q G H V H Q I D Q W V H W internationale;
- Code Civil haïtien
- Code de Procédure Civile haïtien
- Code Pénal haïtien
- Décret Loi du 22 décembre 1971 régissant le fonctionnement H V P D L V R Q ; V G ¶ H Q I D Q W V
- Décret du 3 décembre 1973 sur les actes de naissance des enfants admis dans les maisons G ¶ H Q I D Q W V
- Décret du 4 avril V X U O ¶ D G R S W L R Q
- Décret du 4 novembre 1983 X U O ¶ R U J D Ministère des Affaires Sociales;
- / D O R L G X P D L U H O D W L Y H j O ¶ L Q W H U G L F W L R Q G H traitements inhumains contre les enfants.

Cette procédure est relative:

- À O ¶ D X W R U L V D W L R Q Créé aux P D Q V R Q R G ¶ H Q I D Q W V
- À O ¶ L Q W H U Y H Q W L R Q G H O ¶ , % (6 5 H Q D P R Q W G H ¶ SUR F p G consentement G H V S D U H Q W V E L R O R O L T X S S D U H O ¶ D G R S W L R Q M X P H C D Y H F O H V U H V S R Q V D E O ¶ H a l a G e H a u P o n s t a n t R e q u i s i t o r e t d e C a n d i d a t U n g e de Paix ou le Notaire H W j W R X W S U R M H W G ¶ D S S D U H Q W H P H Q W O O ¶ D G R S W L R Q
- À O D F U p D W e l l e O m n i p a r t i s i p a i r e de soutien aux familles biologiques, dans la phase de recueil pré consentement de la recherche de mesures alternatives
- À O ¶ D X W R U L V D W L R Q G ¶ X Q Q R P E U H O L P L W p G ¶ R U J D Q L V P H base des documents et informations fournis par ces organismes et par les Autorités centrales G H V e W D W V G ¶ D F F X H L O V F R Q F H U Q p V

Titre I. Définitions

1. Dans le cadre de la présente procédure on entend par

Adoption : Acte solennel prononcé par un tribunal et qui crée entre un couple hétérosexuel ou un célibataire et un enfant semblables à ceux qui résultent de la filiation par le sang.

Cet acte est considéré comme une mesure de protection et propice à son épanouissement, respectueux de ses droits fondamentaux.

Adoption directe/privée : Adoption dans laquelle les personnes ou entités auxquelles elle est prise directement entre un parent biologique et des futurs parents adoptifs.

Adoption indépendante/individuelle: Situation dans laquelle des futurs parents adoptifs jugés qualifiés et aptes à adopter par leur Autorité centrale ou leur organisme agréé.

Adoption intrafamiliale : Acte par lequel une personne adopte un enfant son proche parent.

Adoption internationale : Acte par lequel un enfant résidant en Haïti est adopté par une personne résidant habituellement dans un pays étranger et doit être déplacé vers un autre État, selon les règles établies par la loi.

Adoption nationale : Acte par lequel une personne résidant habituellement en Haïti adopte un enfant haïtien résidant habituellement en Haïti selon les règles établies par la loi.

Adoption simple : Acte par lequel certains effets du droit de la filiation tels le nom, les dévolutions successorales, mais reste attaché à sa famille biologique. Elle ne met pas fin au lien parent-enfant. Elle ne crée pas de lien de filiation entre l'adoptant et l'adopté. Elle ne supprime pas le lien de filiation existant entre l'adopté et ses parents biologiques.

Agrément: Acte par lequel l'Autorité centrale ou l'organisme agréé donne son accord à la permission de procéder à l'adoption.

Autorisation : Permis officiel de travailler en Haïti.

Autorisation de fonctionner : Permis officiel accordé par l'État contractant pour leur assistance sociale sous toutes ses formes ou prendre en charge des enfants, H W F H V X U W R X W H O p W H Q G X H G X W H U

Autorité centrale : Office ou organe désigné par un État contractant doté de pouvoirs V X I L V D Q W V O X L S H U P H W W D Q W G H [H U F H U H I I L F D F H P H Q H Q P D W L q U H G D G R S W L R Q

Autorité compétente : Toute autorité publique administrative ou judiciaire désignée par l'État contractant e W D W F R Q W U D F W D Q W S R X U H [H U F H U X Q H I R Q F W L R Q G D Q

Autorité publique : Tout organisme ou autorité qui fait partie de la structure J R X Y H U Q H P H Q W D O H & H W W H D X W R U L W p S H X W I D L U H S indépendante.

Crèche: Structure publique ou privée G D F F X H L O H W G H S U L V G H H Q Q D F K V D W J de 0 à 6 ans séparés ou définitivement privés de leur famille et enregistré et doté G X Q H D X W R U L V D W L I V É e p a O p , % Q F 5 W L R I Q Q H H O I D Q W V é t r é D F F X H L O placés par O p , % (6 5 par les familles directement, auquel cas la crèche doit informer O p , % (6 5 G H O p D U U L Y p 4 8 h e u r e s O p H Q I D Q W G D Q V O H V

Centre de transit: 6 W U X F W X U H S X E O L T X H G D F F X H L O H W G H S U et/ou définitivement privés de leur famille. Le centre de transit est créé pour accueillir provisoirement les enfants pris en charge au préalable dans des établissements tels que des crèches ou orphelinats, fermés par décision administrative.

Gains matériels et/ou financiers indus: 6 R P P H G D U J H Q W R X D X W U H J D L Q SDV M X V W L I L D E O H F D U D O O D Q W j O p H Q F R Q W U H G H V V P R Q W D Q W Q p H V W S D V U D L V R Q Q D E O H D X U H J D U G G X V H internationale, c o D U p V X O W H G X Q H S D U W H Q X Q H Q U L F K L V V H I S D U W H Q X Q H G p F L V L R Q L Q I O X H Q F p H F R Q F H U Q D Q W O p D G

Maison d'enfants : Terme générique désignant toute institution publique ou privée à vocation sociale autorisée par l'État contractant j S U H Q G U H H Q F K D U J H G H V H Q sans soutien familial et donc particulièrement vulnérables enfants de familles indigentes, enfants des rues, enfants en conflit avec la loi, filles-mères, restavek, enfants déplacés, les enfants handicapés, les enfants séparés ou définitivement privés de famille, les enfants orphelins. 7 R X W H P D L V R Q le G e h o i t d a Q o n T o u t e d ũ m e n t e n r e g i s t r é e H W G R W p H G X Q H D X W R U L V D W L R Q G H I R Q F W L R Q Q H U G p O

Orphelinat : Structure publique ou privée G D F F X H L O H W G H S U L V G H H Q Q D F K V D W J dans le cadre de la loi de 1959 sur l'adoption et les enfants en danger dans les familles, enfants vulnérables enfants perdus, enfants abandonnés, orphelins, etc. H W \ S H G p W D E O L V V H P H Q W G enregistré H W G R W p G X Q H D X W R U L V D W L R Q (6 5 I R Q F W L R Q Q H U

Titre II. De l'autorisation de fonctionner et de l'agrément

Section I: De l'autorisation de fonctionner

2. /HV PDLVRQV G¶HQIDQWV

/HV PDLVRQV G¶HQIDQWV pWV RQW en FKDUJH O¶respectant les droits et ses besoins dans le but de lui offrir un projet de vie familiale stable et permanent. Les crèches, orphelinats et centres de transit sont inclus dans cette catégorie.

2.1. Les crèches

/D YRFDWLRQ G¶XQH FUqFKH HVW GH IRXUQLU XQ DFFXH et de le réintégrer, ou de contribuer à le réintégrer dans sa famille si cela est possible VRQ LQWpUrW (OOH GRLW IDYRULVHU OHV FRQWDFWV H DFFXHLOOLV SHXYHQW rWUH SODFpV SDU O¶,%(65 RX S FUqFKH GRLW LQIRUPHU O¶,%(des 48 heures). DUULYpH GH O¶HQ

2.2. Les centres de transit

/D YRFDWLRQ GX FHQWUH GH WUDQVLW HVW G¶RULHQWH IDFLOLWDQW VL SRVVLEOH HW VL FHOD HVW GDQV O¶LQ G¶RULJLQH LQOHV DpODUJLH 6L FHOD Q¶HVW SDV HQYLVLGHQWLILH OHV EHVRLQV GH O¶HQIDQW HQ WHUPHV GH WHPSRUDLUH HQ IDPLOOH G¶DFFXHLO GRLW rWUH DORUV institutionnel. Une solution familiale permanente sera, dans tous les cas, recherchée en dernier lieu.

2.3. Les orphelinats

/D YRFDWLRQ G¶XQ RUSKHOLQDW HVW GH IRXUQLU j O¶H temporaire dans un environnement protecteur, O¶DEUL GHV DEXV HW FRQ GpYHORSSHPHQW KDUPRQLHX[6HV LQIUDVWUXFWXUHV V environnement de vie le plus proche possible du cadre familial, en respectant les standards G¶DFFXHLO PLQLP D¶orphelinat doit, dans la mesure du possible, contribuer DFWLYHPHQW j OD UpLQWpJUDWLRQ GH O¶HQIDQW GDQV pODUJLH 6L FHWWH RSWLRQ Q¶HVW SDV SRVVLEOH RX familiale permanente alternatif doit être élaboré pour tout enfant placé, quels que soient son VH[H VRQ pWDW GH VDQWp HW FH HQ FROODERUDWLRQ

3. Toute PDLVRQ GpH, Q RDXQWIV QFWLRQQHU REWHQLU SUPDODEC
par la Direction générale de O ¶ , % (6 5

4. 3RXU REWHQLB QO G DIX WRRQLWLDRAQ GpH U O ¶ ¶ % QWpsehtesV p
pièces suivantes :

1° Acte constitutif

2° Statuts et règlements internes

3° /D OLVWH GHV PHPEUHV Administration & B QM H Conseil G ¶
direction DFFRPSDJQpH GHV FXUULFXOXP YLWDH HW GHV
FDVLHU MXGLFLDLUH GH FKDFXQ G ¶HX[

4° Adresse de la maison principale en Haïti et ses filiales sur le territoire, le cas échéant,
comportant une description des locaux et du matériel;

5° Certificat attestant que le bâtiment répond aux normes sismiques et anticycloniques

6° 3UHXYH TXH OD VWUXFWXUH UpSRQG DX[QRUPHV G ¶K
dispose du personnel, du matériel et des équipements adéquats permettant la prise en
charge des enfants;

7° Capacité G ¶ D F FXWH B M HFWLI GH O ¶ pWDEOLVVHPHQW

8° Organisation et fonctionnement de leurs différents services;

9° /H EXGJHW SRXU O ¶H[HUFLFH HW HFRXUV pV X B WEDW DGH I
SUPFP GHQW H Antenne G ¶ DFWLYLWp

10° 3KRWRV GHV PHPEUHV GX & RQVHLO G ¶ DGPLQLVWUDWL

11° /HV IUDLGHV GpH.

5. (Q YXH G ¶ RFWUR\HU O ¶ DXWRULVDWLRQ GGH I B Q P W B B Q Q
SURFqGHQW j WRXWHV OHV HQTXrWHV TX ¶ LO MXJH QpFHV
O ¶ XQH GHV SHUVRQQHV FpRigeants Low XrDeQWants O ¶ans le RUJDQH
IRQFWLRQQHPHQW GH O ¶ RUJDQLVDWLRQ D IDLW O ¶ REMH

1° ' ¶ XQH FRW B B Q S p QDOH SRXU FULPHV HV XrDeQWants O ¶ XQ G
voies de fait, infractions sexuelles, association de malfaiteurs, trafic de stupéfiants,
séquestrations de personnes, enlèvement de mineurs, FULPHV HW GpOLWV HQY
vol, escroquerie, abus de confiance, recel, tous autres infractions privatives de liberté
ou;

2° '¶ XQ UHWUDLW e G¶ D X M P U LVDWLRQ

3° 6L O¶ XQH GHV SHUV-RESSUS ne jout pas la reconnaissance juridique ou;

4° '¶ XQH PHVUHWUØHW SDUWLHO RX WRWDO GH O¶ DXWRUL

6. /¶ DXWRULVDWLRQ GH IRQFWLRQGHX[HVWDQDODRDW S¶ XQ GHX[H[HUFLFHV ILVFDX[FRQVpFXWLIV (Q +DwWL O¶ H[H V¶ DFKqY s de D x p R le.

7. ,O HVW IDLW REOLJDWLRQ DX[UHVSQRVDEOHV GH PDLV HQIDQWV UHFHXLOOLV GDQV OHXU LQVWLWXWLRQ HW GH nouvellement recueilli, sous peine de sanctions et punies par les dispositions du titre II section VI, paragraphe un et deux (1 & 2) de la loi No 4 du Code pénal relative aux crimes HW GpOLWV WHQG DQW j HPSrFKHU RX GpWUXLUH OD S compromettre son existence, enlèvement de mineurs, etc.

8. 3RXU VLJQDOHU j O¶ ,%(65 WRXW HQIDQW FRQILp j XQH P maison doit se faire accompagner du/des p(s) biologique(s) ou dtuteur GH O¶ HQIDQW PXQLV GH OHXU SLqFH G¶ QLGHVQV DQW p G W G¶ HQ¶ DQW H G

Section II : De l'agrément

9. 7RXWH PDLV s autorisée à organiser des crèche ou orphelinat qui désire étendre ses activités à l'adoption nationale ou internationale doit être titulaire d'un agrément délivré par O¶ ,%(65

10. Le dossier de demande d'agrément sur DW adoptif, sous peine d'irrecevabilité, doit comprendre

1° /HWWUH GH GHPD;QGH G¶ DXWRULVDWLRQ

2° /¶ DXWRULVDWLRQGH IRQFWLRQQHU

3° Le nombre d'enfants nés ou accueillis par OD PDLV et copie de leur acte de naissance, de leur documentation sociale et psychologique ainsi que de leur certificat médical et leur photo

4° La liste des partenaires nationaux et internationaux dans le domaine pédiat

5° Copie de la convention de l'Union des Républiques Dominicaines et de la République d'Haïti (OAA).

11. / 1 DJU p PHQW SRXU SUDWLTXHU O 1 DGRSWLRQ G p OLYU p D
DQ VRLW OD GXU p H (G 1 X D W W L H U F L F H U L F L F D H O I L V F E O G p E X
V 1 D F K q Y H D X P R L V G H V H S W H P E U H

12. 7RXWH GHPDQGH GH UHQRXYHOOHPHQW G 1 DXWRULVDWLRQ
SUDWLTXHU O 1 DGRSWLRQ GRLW rWUH DFFRPSDJQ p H G XG

13. / 1 , % (6 5 SURF q GH DX Uihw de fonctionner en Haïti par ces mêmes autorités avant de solliciter toute
G 1 HQIDQWV GH PrPH TX 1 du 25 décembre 1971, aux articles 125 et 126 du Décret du 4 novembre 1983 et de respect
G 1 DXWRULVDWLRQ 1 G H U p R E F O W L R Q H U D R X S G p Y X V j O 1 D U W L
de la présente procédure.

Section III : Les organismes agréés à l'adoption

14. / 1 UJDQLVPH DJU p (OAA) O 1 DGRSWLRQ ne peut être autorisé à travailler en Haïti par ces mêmes autorités avant de solliciter toute
DXWRULVDWLRQ DXSU q V GH O 1 , % (6 5

15. / 1 RUJDQLVPH DJU p p j O 1 DGRSWLRQ 2 \$ \$ O 1 R % W 5 R D W H Q
permettant de fonctionner en Haïti. (Q Y X H G 1 R E W H Q L U O 1 D R A T I O N A L V D W L R Q
les responsables doivent obligatoirement

3 U R G X L U H S D U p F U L - Ê t r e s o u s i l e v e r b a l e m e n t (B E S P) L u n e d e m a n d e
G 1 DXWRULVDWLRQ H Q H L I Q R G L F T X I D R O M Q I O P H V Q P R W L I V S R X U O H V
V R Q S D \ W R O U I D V p X S U D W L T X H U O 1 D G R S W L R Q H Q + D w W L

À O 1 D S S X e m a n d e s o u r d r e t t r e :

1° Une lettre de confirmation G H O 1 \$ e v r a d e l e s w p a y

2° 8 Q H F R S L H F R Q I R U p e r f o r m e r O 1 d a n s l e p a y G H O 1 D X W R U L V D W L R Q
travailler en Haïti délivrée par cette même autorité

3° / H V V W D W X W V G H O 1 R U J D Q L V P H

4° /D OLVWH GHV PHPEUHV Gixn & RQ Vhse0 de PpcePl QLVWU
DFFRPSDJQpH GHV FXUULFXOXP YLWDH HW GHV DEVH
judiciai UH GH FexD FxQ G¶

5° /H EXGJHW SRXU O¶H[HUFLFH HQ FRXUV OH ELODQ I
SU p F p GHQW H GantErDe G¶ DFWLYLW p

6° La liste des crèches avec lesquelles ils entretiennent des relations en vue de réaliser des adoptions, en précisant leurs coordonnées et le nom de leur dirigeant

7° Deux lettres de références notariées

8° 3KRWRV GHV PHPEUHV GX & RQVHLO G¶ DGPLQLVWUDWL

16. /¶ 2 \$ \$ détenant une autorisation en Haïti doit convenir et signer une Convention de partenariat D S S U R X Y p H S D U H F O ¶ , % (6 B D L V Réas ave les Quel ES W V D entretient des activités

17. L ¶ DAA détenant une autorisation en Haïti a pour responsabilité de

1° Rechercher G D Q V OH S D \ V G ¶ D F F X H L O es G h o c u e i l l R es Q u o r s V OH V adoptés;

2° Informer et sensibiliser OHV IXWXUV SDUHQWV DGRSWLIV GpVLUI + D w WL GHV DVSHFWV WHFKQLTXHV HW MXUL e LT XHV C Haïti;

3° Conseiller les futurs parents ad S W L I V j O D S U p S D U D W L R Q GX SUR constitution du dossier;

4° Confirmer que lacapacité légale des futurs parents adoptifs vérifiée

5° Confirmer que les aptitudes à adopter des futurs parents adoptifs été évaluées positivement;

6° Acheminer les dossiers des futurs adoptants O ¶ , % p o u s O ¶ D S S D U H Q W H P H C O ¶ D X W R U L V D W L R Q G ¶ D G R S W L R Q

7° Diriger les futurs parents adoptifs qui souhaitent adopter des enfants ayant des besoins spéciaux vers des professionnels spécialisés de file encadrer;

8° R H S U p V H Q W H U OHV IXWXUV SDUHQWV DGRSWLIV G D Q V

9° Assurer ave les parents adoptifs suivi post adoption

18. / ¶ DX WR UL W p SXE OL ¶ X \$ \$ F X B S p W H C P D R H A ¶ E ¶ s l a O n du pays, soumet à ¶ , % (6 5 O D O L V W H G a p t e à a d o p t e r i n s i v u e l e u r G B S i e n l u e de O ¶ D S S D U H Q W H P H Q W

19. / ¶ , % (6 5 V H l e u r p r o t e c t i o n l i m i t e r le nombre des organismes agréés j a d o p t i o n (O A A) H W O H Q R P E p a r p a y s d a n s l e s W L o n d r e de m a i s o n G ¶ H i t e d e a m e n s O ¶ D G R S W L R Q

20. / ¶ , % (6 5 p r o c e d e D X U H W U D L W G a c c o r d e p a r l e s O r g a n i s m e s a g r e e s j a d o p t i o n (O A A) , d H P r P H T X ¶ l e u r r e s t r i c t i o n a u t o r i s a t i o n o u t o u t r e n o u v e l l e m e n t G ¶ D X W p a r l e s D e p a r t e m e n t s O ¶ D L 3 5 d u D e c r e t d u 2 2 d e c e m b r e 1 9 7 1 x a r t i c l e s 1 2 5 e t 1 2 6 d u D e c r e t d u 4 n o v e m b r e 1 9 8 3 e t d e r e s p e c t d e l a p r e s e n t e p r o c e d u r e

Titre III : La procédure d'adoption

Section I: La procédure d'adoption

21. En vertu des principes de subsidiarité We G H O ¶ L Q W p U r W V X O ¶ D G L R S W L R Q nationale et intrafamiliale est H Q F R X U D J p H D Y D Q W G H U H F R X U L U j O ¶ D G

22. / ¶ D G R S W L R Q H W H Q S D U W L F X O L H U O ¶ D G R S W L R Q L Q W H systématique pour les enfants accueillis G D Q V O H V P D L V R q V O G ¶ U H Q I T X ¶ W Q H C U p S R Q G D X [F U L W q U H V G ¶ Q B P S D L V R l a g r e e p a r l e s O r g a n i s m e s a g r e e s j a d o p t i o n (O A A) ¶ , % (6 5 T X L F H Q W l e u r p r o t e c t i o n l i m i t e r le nombre des organismes agréés j a d o p t i o n (O A A) avec une famille adoptante.

23. I B E S R e Q P D W L q U H G ¶ D G R S W L R Q D S R X U P L V V L R Q G H

1° Coopérer avec les autres autorités centrales des pays G ¶ D F F X H L O

2° Promouvoir une collaboration avec toutes les entités concernées pour assurer la protection des enfants;

3° Fournir des informations sur toute la législation en matière d'adoption et de protection de O ¶ H Q I D Q W

4° 6 ¶ D V V X U H U T X I Q O H Q P P D M L Q U H W G ¶ I G O S W L S R U Q Q F L O S V H L V G H V X S p U L H X U G H s u b s t a n t i e l s d r o i t s r e s p e c t e s ; G H

5° Prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir les gains matériels indus à l'occasion d'un placement dans XQH PDLVRQ G¶HQIDQWV RX GXUD d'adoption.

24. /H 6HUYLFH GH O¶\$GRSWLRQ

/H 6HUYLFH GH O¶\$GRSWLRQ HVW FKDUJp GH

1° Examiner OHV UHTXrWHV HQ YXH GH O¶DGRSWLRQ

2° &RQVWLWXHU OHV GRVVLHUV GHV HQIDQWV DGRSWDE intéressée;

3° 5HPSOLU OHV IRUPDOLWpV QpFHVVDLUHV SRXU O¶pW SXSLOOHV GH O¶DeVWLWVDesAfanosEQuLe¶ sont dépourvus;

4° En cas de demande d'adoption émanant des ressortissants étrangers résidant en Haïti, établir un rapport à l'Autorité centrale de leur pays par la Direction générale;

5° 5HFRPPDQGHU O¶DGRSWLRQ LD O¶Dp¶Apparement et acceptation des futurs parents adoptifs;

6° Rassembler, conserver et constituer une banque de données portant sur les origines des enfants;

7° Échanger des informations relatives à situation de l'enfant et des parents adoptifs, en cas de recherche familiale, après autorisation du Directeur général

8° Établir des statistiques sociales mensuelles;

9° Assurer le suivi post-adoption.

25. La cellule multidisciplinaire

/H 6HUYL AdopGestOr¶ Enoncé par une cellule multidisciplinaire composée de SV\FKRORJXHV GH WUDYDLOOHXUV VRFLDX[HW G¶DYRFD

La Cellule multidisciplinaire conseille et oriente les parents biologiques dans leur projet de FRQVHQWPHQW j O¶DGRSWLRQBiologiqes et SreBSP¶ au Directeur général toutes mesures alternatives permettant à terme la réintégration familiale de O¶HQIDQW RX VRQ SODFPHQW IDPLOLDO SHUPDQHQW déclarations des parents biolog TXHV GH O¶HQIDQW HQ de vant le Gue FRQVHQW de Paix ou le Notaire, dans les délais impartis.

(OOH G pWHUPLQH O¶DGRSWDELOLWp SV\FKRVRFLDOH HW parent(s) ou la personne responsable ont donné le pFRQVHQWHPHQW j O¶DGR OLEUH HW pFODLU p VXU OD EDVH GHV SULQFLSHV GH V avant tout enrôlement devant les Tribunaux compétents.

(OOH SHXW V¶DGMRLQG UH j WLW UPH LF/RQWX G¶IDQWIDIQ VOV circonstance.

La Cellule multidisciplinaire conseille et oriente les futurs parents adoptifs résidant en Haïti GDQV OHXU SURMHW G¶DGRSWLRQ (Cellule de l'adoption) O¶p Y I adoption de parents de nationalité haïtienne résidant habituellement en Haïti.

Section II : L'adoptabilité des enfants

26. Les mineurs de moins de seize (16) ans G H O¶XQ R X, adoptables sont V H [H

1° Les enfants orphelins

2° Les enfants déclarés abandonnés

3° Les enfants pour lesquels les parents ont consenti j O¶DGRSWLRQ et éclairée dans le strict UHVSHFW GHV SULQFLSHV U p JLVVDQW O¶DGRSW

Une attention particulière sera accordée aux enfants ayant des besoins spéciaux plus âgés, les orphelins, les enfants souffrant de troubles physiques, mentaux ou émotionnels.

27. /HV PLQHUV FRQILpV j XQH PDLVRQ G¶HQIDQWV VXU O DGRSWDEOHV TX¶DSU des HQTUSWV G¶X O¶U/(65H UHFKHUF mesures alternatives SDU O¶pTXLSH P X O¶pIéconsentement des parents biologiques avant tout consentement devant le Juge de Paix par acte authentique devant Notaire RX j O¶pWUDQJHU GHYDQW O¶\$JHQW FRQVXODLUH

28. Dans le cas des enfants abandonnés, de père et mère inconnus, le Magistrat OH FRQVHQWHPHQW j O¶DGRSWLRQ

29. La Cellule multi disciplinaire, dans la phase du consentement O¶adoption, tient compte GH O¶RSLQLRQS GH VOV k JH GH GRX]H DQV

30. Est et demeure interdit

1° / ¶ DGRSWLRQ SULYpH

2° / ¶ DGRSWLRQ et/ou à l'exception de, H O O H

3° \$ X [SDUHQWV ELRORJLTXH V RX UHSUpVHQWDQWV OpJD
TXL DGRSWHUD OHXU HQIDQW VDXI n O B u c o n t r o l l e L O V ¶ D
G ¶ DGRSWLRQ et/ou à l'exception de, H O O H OD IDPLOOH G ¶ DFFXHI
accuei O O L O ¶ HQIDQW VRXKDLW n X Q ¶ DGRSWLRQ UG ¶ X X G D Q D W O
été adopté

4° Que les futurs parents adoptifs aient des accords avec les parents biologiques de
O ¶ HQIDQW RX WRXWH DXWUH SHUVRQQH SRXYDQW L O
DXWRULVpH VDXI V L l e s ¶ DGRSWLRQ ¶ X Q ¶ L P X H Q D P L H O O H

5° Que les parents biologiques donnent leur consentement ¶ DGRSWLRQ DYDQW T X
Q ¶ DLW D W e n s (3) M o i s ¶ k J H G

6° / ¶ REWHQWLRQ G ¶ X Q JDLQ PDWpULHO LQGX SDU OHV S
GDQV OH SURFHVVXV G ¶ DGRSWLRQ \ FRPSULV OHV IDP

7° A X [SDUHQWV DGRSWLIV GH GLVSRVHU GHV RUJDQHV
illicites;

8° 4 X H O H FRQVHQWPHQW G ¶ DGRSWLRQ G ¶ X n o i n s H e
18 ans, père ou mère ¶ H O ¶ HQIDQW ¶ ¶ DGRSWLRQ ¶ S D W D R Q G X P L Q H

31. Les dossiers HQWDFKpV G ¶ X Q H GHV j L Q ¶ D H U V G e f f o n d c a r t e V S U p Y
L P P p G L D W H P H Q W H W O D G H P D Q G H G ¶ DGRSWLRQ U H M H V
L Q W U R G X L U H G D Q V O H V F D V R • O ¶ D B E S R i n t e r v e n t ¶ F I R Q F W D M X
SURFHVVXV GH SURWHFWLRQ GH O ¶ HQIDQW

32. La PDLVRQ G ¶ H t o u t p r o f e s s i o n n e l a i n s i q u e O ¶ R U J D Q L V P H D J U p H
V ¶ H Q J D J H Q W j Q H G L Y X O J X H U D X F X Q S U R M H W G ¶ D S S D U
O ¶ DGRSWLRQ W D Q W X H W O ¶ X G R L S W B R Q J W L H P S V G H V e t Q I D Q W V
O ¶ D S S D U H Q W S P U H Q ¶ , % (6 5 L G p

33. / ¶ , % (6 5 G p W H U P L Q H O ¶ DGRSWDELOLWp GHV HQIDQWV GH

33.1. Enfants abandonnés

/H 6HUYLEFH GHV ^XYUHV 6RFLDOHV SURFqGH j GHV
O¶DEDQGRQ UpHO GHV HQIDQWV

6XU OH UDSSRUW GXGLW 6HUYLEFH HW OH FHUWLILFD
'LUHFWLRQ JpQpUDOH VROOLFLWH GX 0D, le cas échéant, son
consentement à leur adoption.

33.2. Enfants orphelins

/RUVTXH OH PLQHXU Q¶D SOXV QL SqUH QL PqUH R
manifeste leur volonté, le consentement est donné par le conseil de famille.

33.3. Enfants avec parents biologiques

/H 6HUYLEFH GHV ^XYUHV 6RFLDOHV SURFqGH j GHV UHQFRWUHV
DYHF OHV SDUHQWV FRPSUpKHQVLRQ GH OD SRUWpH GX JHVWH TX¶LOV V¶
j O¶DGRSWLRQ (OOH V¶DVV¶s alternatives de placement de l'enfant
O¶HQIDQW GDQV VD IDPLOOH RQW pWp pYDOXpHV D
FRQVHQWPHQW SXLV O¶DXWRULVDWLRQ GpOLYUpH
devant les tribunaux compétents.

Dans tous les cas, le Service de l'adoption et des soins d'urgence et les
PDLVRQV s'entendent sur les modalités de placement de l'enfant.

34. /HV GRFXPHQWV UHTXLV j OD FRQVWLWXWLRQ GX GRVVLH

1° Extrait des archives GH QDLVVDFH GH O¶H

2° &HUWLILFDWULRQ GH OD SRUWpH, le cas échéant;

3° Extrait des archives GH GpFqV GHV SDUHQWV ELRORJLTXHV V¶L

4° Conseil de famille, le cas échéant

5° +LVWRLUH VRFLDOH GH O¶HQIDQW

6° UDSSRUW G¶Histoire biologique XU OD

7° eYDOXDWLRQ SV\FKRORJLTXH GH O¶HQIDQW

8° Certificat médical détaillé incluant un bilan de santé complet;

9° ([WUDLW G¶IDFKLYHV GH O¶DFWH GH PDULDJH GHV SD

10° Trois (3) photos G ¶ L G H Q W L W p d e G ¶ G ¶ H Q W D H Q W p F H Q W H

11° NIF ou CIN des parents biologiques.

35. /HV GRFXPHQWV UHTXLV DX G p S { W G ¶ XQ GRVVLHU GHV P
sont les suivants

1° Lettre de dHPDQGH G ¶ DGRSW;LRQ SHUVRQQDOLV p H

2° Évaluation sociale du foyer;

3° Évaluation psychologique des adoptants

4° Document délivré par O ¶ D X p ¶ Rique W P S p W H Q W H G X attestation de G ¶ D F F X H
qualification et des aptitudes pour adopter des candidats (adoptés) selon la législation
G X S D \ V G ¶ D F F X H L O

5° Extrait de O ¶ D de naissance des adoptants

6° ([W U D L o t e d e m a r i a g e s adoptants

7° Certificat médical incluant un bilan de santé complet et examen de laboratoire

8° \$ W W H V W D W L R Q G ¶ D E V H Q F H G ¶ D Q W p F p G H Q W V M X G L F L D

9° Let W U H G H F R Q I L U P D W L R Q G ¶ H P S O R L S U p F L V D Q W O H V I
le salaire

10° Attestation bancaire titres de propriété

11° Deux lettres de références notariées

12 Trois (3) photos G ¶ L G H Q W L W p G H G D W H U p F H Q W H

36. Tous les documents versés au dossier doivent être rédigés en français ou si le cas le requiert, doivent être traduits en français certifiés conformes et légalisés.

Section III : Le suivi postadoption

37. Le suivi postadoption se déroule en fonction des rapports W p P R L J Q D Q W G H O ¶ p Y R O
O ¶ L Q W p J U D W L R Q G H O ¶ H Q I D Q W s u i v a n t s e n v i s a g e d e s r a p p o r t s P L O O H
sont produits selon les modalités suivantes

- 5 DSSRUW 6 L[PRLV DS dans sa On Du de famille Le rapport O H QIDQW être effectué sous la responsabilité du Directeur O 2 \$ \$
- 5 DSSRUW 'RX]H PRLV DS dans sa On Du de famille Le rapport O H QIDQW doit être effectué V R X V O D U H V S R Q V D E L O L W p G X ' L U H F W H X U G H
- Rapport 3: Dix- K X L W P R L V U D S Y p H G H a n s l a H o u v e l l e M a m i l l e Le rapport doit être effectué sous la responsabilité ' L U H F W H X U G H O 2 \$ \$
- Rapport 4 :Vingt- T X D W U H P R L V D S U q V d a n s l a h o u v e l l e f a m i l l e O H Q I D Q W rapport doit être effectué sous la responsabilité X ' L U H F W H X U G H O 2 \$ \$
- Rapport 5 : Trente- V L [P R L V D S U q V O H D a n s l a n o u v e l l e f a m i l l e H Q I D Q W rapport doit être produit par des experts indépendants
- Rapport 6 : Quarante- huit mois D S U q V O H D U U L a n s l a c o u v e r t u r e H Q I D Q W rapport doit être produit par des experts indépendants.
- 5 DSSRUW 6 R L [D Q W H P R L V d a n s l a n o u v e l l e f a m i l l e p H G H O rapport doit être produit par des experts indépendants.

38. / P A A V H Q J D J H j H I I H F W X H U O H V L L Y Q D X S L O q W U G H Q F R C V H [L J H Q F H V D V V R F L p H V j O D S U R G X F W L R Q G H V U D S S R U W V

39. Le rapport de suivi post-adoption comprend

- 1° / p Y D O n e d e l e s e O H Q I D Q W
- 2° Le bulletin scolaire;
- 3° / p M a t i o n p s y c h o l o g i q u e
- 4° / p Y D O s o d a t e L R Q

40. L 2 \$ \$ V H Q J D J H j W U D Q V P H W W U H O H V U D S S R U W V G p Y R O , % (6 5 U D S S R U W V H W V H U R Q W U H P L V j O , % (6 5 S I

41. / D F U q F K H G p V L U H X V H G R E W H Q L U D G H R S W Q R R Q U B W Q R H Q V I D V D G U H V V H U j O , % (6 5

42. / D G R e v e l l e R a c t e r e c o n f i d e n t i e l . E n c o n s e q u e n c e

- 1° /D FUqFKH V¶HQJDJH j QH GLYXOJXHU DXFXQH LQIRU adoptants et les adoptés RX GH WLHUFHV SD baw Latw autorités DGRSW compétentes
- 2° /D FUqFKH V¶HQJDJH j QH PHWWUH HQ FRQWDFW TXL tierces;
- 3° /D FUqFKH V¶HQJDJH j SRUWHU j O¶DWWHQWLRQ GH O¶une mise en contact avec des adoptants ~~stutées~~
- 4° L¶RUJDQLVPH DJUp¶ V¶HQJDJH j QH PHWWUH HQ FRQWDFW biologiques ou de tierces parties en Haïti.

- 43. /HV \$XWRULWpV FHQWUDOHV HW O¶,% (65 V¶HQJDJHQW j recherche des origines et de retrouvailles internationales. En cas de recherche des liens ELRORJLTXH V O¶LQWpUHVVp H DGXOWH RX OHV SDUH DGUHVHURQW XQH FRUUVSRQGDFH SDU O¶HQWUHP Directeurgénéral GH O¶,% (65 XWRULVHUD OH 6HU.YLFH G¶\$GRSWL
- 44. /H 6HU.YLFH GH O¶\$GRSWLRQ DUFKLYH WRXV OHV GRFXP support papier via la Section des Archives et supports électroniques, balayés et conservés sur CD.

Dispositions finales

- 45. 1XO QH SHXW WLUHU XQ JDLQ PDWpULHO LQGX HQ UDL adoption nationale ou internationale.

Seuls peuvent être demandés et payés les frais et dépenses, y compris les honoraires raisonnables des personnes qui sont OHV HUYHQXH V GDQV O¶DGRSWLRQ

/HV GLULJHDQWV DGPLQLVWUDWHXUV HW HPSOR\pV G¶R peuvent recevoir une rémunération disproportionnée par rapport aux services rendus.

Les contrevenants seront passibles de sanctions prévues au Code pénal régissant la matière.

- 46. 3RXU WRXW FH TXL Q¶HVW SDV SUpYX GDQV OD SUpVH GLVSHQVH SUpVLGHQWLHO OH OD OpJLVODWLRQ HQ YLJ G¶DGRSWLRQ VXSSOp¶D EXL V¶U¶SDUQFÈme Sociale de Recherches.

/D SUpVHQWH SURFpGXUH UHQWUHUD HQ YLJXHXU VXU V 1^{er} octobre 2012.

SCHÉMA PROCESSUS D'ADOPTION EN HAÏTI : PHASES ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE
(Réf : Décrets du 4 avril 1974 et 4 novembre 1983)

PHASES	ÉTAPES	DESCRIPTION	INSTANCES
ADMINISTRATIVE	1	Recherche familiale	6 HU YLFH - XYUHV
		'p FODUDWLRQ & B Q WE DLQFRWQ G ¶ DEDC	6 HU YLFH - XYUHV / Juges de Paix
		3 ODFHPHQW G ¶ HQIDQW HQIDQWV DEDQG (parents pour cause de précarité)	6 HU YLFH - XYUHV / 6
	2	'p FLVLRQ G ¶ DGRS WDLV BQW HPHQW j	Service Adoption Cellule multi disciplinaire/ IBESR
		Rétractation du pré consentement	Cellule multi disciplinaire
	3	Banque de données sur les potentiels parents adoptifs	IBESR via les Autorités publiques compétentes ou le 3AA
		\$ SSDUHQWHPHQW - XPHODJH G ¶ XQ HQI	Cellule multi disciplinaire via les PDLVRQV G ¶ HQ
	Exception	Dispense présidentielle	IBESR via Ministère de la Justice/Président République
		Publication Arrêté présidentiel	Presses Nationales (Moniteur)
	4	3 URSRVLWLRQ GH O ¶ HQIDQW DX [F	IBESR ± OAA
5	Accord à la poursuite des démarches	Futurs parents adoptifs et Autorité compétente S D \ V G ¶ D F	
6	5 HFRPPDQG DWLRQ GH O ¶ DGRSWLRQ	Direction générale IBESR	
JUDICIAIRE	7	Consentement légal des parents biologiques du Conseil de famille Procès YHUEDO G ¶ DGRSWLRQ	Juge de Paix ou Notaire
	8	Correspondance au Commissaire du Gouvernement	Avocats ¹
	9	Jugement homologuant le Procès YHUEDO G ¶ DGRSWLRQ	Tribunal de 1 ^{re} Instance
	Exception	Voies de recours en cas de XV G ¶ KRPRORJDW	& RXU G ¶ \$SSH
			Cour de Cassation
10	\$ FWH G ¶ DGRSWLRQ	2 IILFLHU G ¶ e WD	
FINALE	11	Poursuite des démarches administratives légalisation ²	Parquet Ministère de la Justice, Ministère des Affaires Étrangères
	12	Passeport	Direction Immigration et Émigration
	13	Visa (Adoption internationale)	Consulats
	14	\$ XWRULVDWLRQ GH G p SDUW G	IBESR

NB : ¹ *Les Avocats peuvent intervenir dans toutes les phases du processus d'adoption.*

² *Les documents constituant le dossier doivent être rédigés en français, certifiés conformes à l'original et légalisés quelle que soit la phase du processus.*

(Q I R L G H T X R L O H V K D X W V - É F É S O C I A L H A I T I D E R E C H E R C H E S) V O U S I N V I T E M A G X
présente procédure rédigée par Andolphe E. D. Guillaume, Assistant légal sur demande du
Directeur Général, Madame Arielle Jeanty Villedrouin, pour servir et valoir ce que de droit.

) D L W j O ¶ , Q V - É F É S O C I A L H A I T I D E R E C H E R C H E S (I B E S R) , l e 1 7 j u i l l e t 2 0 1 2 , e n u n s e u l
exemplaire qui sera déposé dans les archives du Ministère des Affaires sociales et du Travail et
dont une copie certifiée conforme sera remise aux Ministères de la Justice et de la Sécurité
Publique et des Affaires étrangères et des Cultes, aux Doyens des Tribunaux de Première
Instance, aux Commissaires du Gouvernement, aux Juges de Paix, aux Autorités
centrales des pays du Groupe de Montréal, aux Ambassades et Consulats accrédités en Haïti, aux
Organisations internationales et Organisations non gouvernementales évoluant dans le domaine
G H O D S U R W H F W L R Q G H O ¶ H Q I D Q W D X [U H V S R Q V D E O H V G H
P r P H T X ¶ H O O H V H U D G L V S R Q L E O H S R X U W R X W F L W R \ H Q V ¶
G H V P D L V R Q V G ¶ H Q I D Q W V H Q + D w W L

Rédigée par :

Andolphe E. D. Guillaume
Assistant Légal

Approuvée par :

Marie Chantal Joseph
Directeur Administratif

Edwin Cassés
Directeur Service Social

Marie Carmel Déjean
Directeur Défense Sociale

Arielle Jeanty Villedrouin
Directeur Général

José Raymond Gauthier
Ministre des Affaires Sociales et du Travail


En foi de quoi, les hauteurs du l'Institut du Bien-Être Social et de Recherches, ont signé le présente protocole rédigé par Anselme E. D. Guillaume, Avocat Légal, un Avocat de l'Institut (Monsieur Anselme Joseph Y. Guillaume, pour servir et valoir ce que de droit).


Fait à l'Institut du Bien-Être Social et de Recherches (IBESR), le 17 juillet 2011, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Ministère des Affaires Sociales et du Travail et dont une copie certifiée conforme sera remise aux Ministères de la Justice et de la Sécurité Publique et des Affaires Étrangères et des Colles, aux Doyens des Tribunaux de Première Instance, aux Commissaires du Gouvernement, aux Juges de Paix, aux Maîtres des Audiences, aux Consuls des pays du Groupe de Montréal, aux Ambassadeurs et Consuls accrédités au Haïti, aux Organisations Internationales et Organisations non gouvernementales évoluant dans le domaine de la protection de l'enfant, aux responsables de maisons d'enfants et aux Cadres d'Adoption de même qu'elle sera disponible pour tout citoyen s'intéressant à l'adoption et au fonctionnement des maisons d'enfants au Haïti.

Rédigé par :



Anselme E. D. Guillaume
Avocat Légal

Approuvé par :


Marie Thérèse Joseph
Directeur Administratif


Edwin Cassin
Directeur Service Social


Marie Carmel Dupont
Directeur Défense Sociale


Anselme Joseph Y. Guillaume
Directeur Général


Joseph Raymond Gauthier
Ministre des Affaires Sociales et du Travail